



**Protocole facultatif
à la Convention contre
la torture et autres peines
ou traitements cruels,
inhumains ou dégradants**

Distr.
GÉNÉRALE

CAT/OP/SP/1
10 novembre 2006

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS,
FRANÇAIS et ESPAGNOL

RÉUNION DES ÉTATS PARTIES

Première réunion

Genève, 18 décembre 2006

**ÉLECTION DE 10 MEMBRES DU SOUS-COMITÉ POUR LA PRÉVENTION
DE LA TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS,
INHUMAINS OU DÉGRADANTS, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 7
DU PROTOCOLE FACULTATIF SE RAPPORTANT À LA CONVENTION
CONTRE LA TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS
CRUELS, INHUMAINS OU DÉGRADANTS**

Note du Secrétaire général

1. En application des articles 5 et 7 (par. 1 d)) du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le Secrétaire général convoquera à l'Office des Nations Unies à Genève, le lundi 18 décembre 2006, la première Réunion des États parties au Protocole facultatif, lors de laquelle seront élus les 10 premiers membres du Sous-Comité de la prévention.
2. En application du paragraphe 3 de l'article 6 du Protocole facultatif, le Secrétaire général a, dans une note verbale datée du 18 juillet 2006, invité les États parties au Protocole facultatif à présenter des candidats avant le 18 octobre 2006.
3. Conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 6 du Protocole facultatif, le Secrétaire général a l'honneur de présenter ci-dessous, par ordre alphabétique, la liste des noms des personnes présentées au 18 octobre 2006 comme candidats à l'élection et des États parties qui les ont désignées.

<u>Nom du candidat</u>	<u>Désigné par</u>
M. Abdoulaye BANE	Mali
M ^{me} Silvia CASALE	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
M. Mario Luis CORIOLANO	Argentine
M. Zdenek HAJEK	République tchèque
M. Maumoon HAMEED	Maldives
M. Zbigniew LASOIK	Pologne
M. Hans Draminsky PETERSEN	Danemark
M. Victor Manuel RODRIGUEZ RESCIA	Costa Rica
M. Miguel SARRE IGUINIZ	Mexique
M. Wilder TAYLER SOUTO	Uruguay
M. Leopoldo TORRES BOURSAULT	Espagne

4. Le texte des notices biographiques des candidats, fournies par les États parties concernés, est reproduit à l'annexe I.

Annexe I

NOTICES BIOGRAPHIQUES DES CANDIDATS À L'ÉLECTION AU SOUS-COMITÉ DE LA PRÉVENTION

Abdoulaye BANE

Date et lieu de naissance: 22 août 1968 à Bamako (Mali)

Langue de travail: Français

Situation/fonction actuelle

- Chargé de mission aux droits humains au Ministère de la justice de la République du Mali;
- Avocat inscrit au barreau du Mali.

Principales activités professionnelles

- Chargé des questions de droits humains au Ministère de la justice;
- Directeur national du projet d'appui à la formation et la protection des droits humains (APPDH) financé par le Gouvernement du Mali et le PNUD pour vulgariser les questions de droits humains auprès des magistrats auxiliaires de la justice, personnel de l'administration pénitentiaire et officiers de police judiciaire ainsi que les responsables d'associations et ONG de défense des droits humains;
- Membre de la Commission nationale des droits de l'homme du Mali.

Études

- DEA en droit public (spécialité relations internationales) à la faculté de droit et sciences politiques de l'Université de Reims en France;
- Maîtrise et licence de droit à l'Université de Reims en France.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Avocat inscrit au barreau malien en 2000 exerçant dans le domaine pénal notamment les sessions de cours d'assises;
- Membre de la Commission nationale des droits de l'homme, membre de plusieurs associations de défense des droits humains, chargé des questions de droits humains notamment la prévention contre la torture.

Silvia CASALE

Date et lieu de naissance: 15 février 1945, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Langues de travail: Anglais, français, allemand, italien, quelques notions d'espagnol

Situation/fonction actuelle

- Commissaire d'appel (Irlande du Nord);
- Membre et Présidente (depuis 1998) du Comité européen pour la prévention de la torture (CPT);
- Consultante indépendante pour les questions de justice pénale.

Principales activités professionnelles

Visites du CPT dans des lieux de détention d'États parties à la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants. Discussions de haut niveau avec les autorités d'États parties à la Convention. Représentante du CPT lors de réunions internationales, y compris avec la Commission européenne et d'autres organes de l'Union européenne, la Cour européenne des droits de l'homme, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Représentante du CPT lors de réunions avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et des organisations non gouvernementales (ONG) internationales telles qu'Amnesty International et Human Rights Watch ainsi que de nombreuses ONG nationales. Depuis 2004, fournit des conseils à propos du projet relatif aux normes pénitentiaires de l'Association américaine du barreau (États-Unis d'Amérique). En tant que Commissaire d'appel, travaille principalement sur des cas de révocation de libération conditionnelle. En tant que consultante indépendante, travaille avec l'Inspection pénitentiaire sur des thèmes tels que la détention des femmes, les jeunes délinquants, le suicide et les lésions auto-infligées, les relations entre les races et les droits de l'homme.

Études

- Université de Yale: doctorat en criminologie (1978), maîtrise en sciences politiques (1974);
- Université de Pennsylvanie: maîtrise en droit international et organisations internationales (1971);
- Oxford University (St Hilda's College): licence en lettres avec mention, langues modernes (allemand, latin) (avec une année à l'Université de Bonn), *Complimentary First*, 1968.

Autres activités principales dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- A témoigné devant la Commission nationale sur la sécurité et les abus dans les prisons américaines (États-Unis d'Amérique, 2006);
- A participé à des conférences sur des questions relatives à la détention et à la surveillance aux Amériques, en Afrique, en Asie et en Europe, notamment la Conférence internationale sur le contrôle des prisons (États-Unis d'Amérique, 2006);
- Colloque du *Menschenrechtsbeirat* [mécanisme de surveillance de la détention] (Autriche, 2005); centième session du *Strafvollzugausschuss der Länder* [comité du contrôle pénal des Länder fédéraux] (Allemagne, 2005);
- Administratrice de l'organisation Prison Reform Trust (Royaume-Uni), et notamment Présidente du Sous-Comité du personnel et des questions générales; Administratrice de l'organisation Prison Advice and Care Trust (Royaume-Uni).

Liste des publications les plus récentes de la candidate dans ce domaine

- Depuis 1998, contribution aux rapports de visites, aux rapports généraux et aux documents relatifs aux normes du CPT;
- Membre du groupe d'experts internationaux auteurs de *Making Standard Work*, PRI, 1995;
- Casale, S. éd., *HIV and Custody*, Health Education Authority, 1995;
- Casale, S., «Conditions and Standards» in *Prisons after Woolf*, Player and Jenkins, éd., Routledge, 1994;
- Casale, S. et Stockdale, E., éd., *Criminal Justice Under Stress*, Blackstone Press, 1992.

Mario Luis CORIOLANO

- Titulaire de la charge de défenseur public près le tribunal de cassation pénal de la province de Buenos Aires;
- Professeur adjoint en «Droit pénal I» et «Droit procédural I» à la faculté des sciences juridiques et sociales de l'Université nationale de La Plata;
- Spécialiste en droit pénal et en criminologie, UNLP;
- Consultant de l'Institut interaméricain des droits de l'homme, San José (Costa Rica);
- Boursier du Programme de recherche du Gouvernement canadien;
- Directeur de la revue *Garantías*, revue juridique de la défense publique en cassation de la province de Buenos Aires;
- Directeur général du Centro de Estudios para la Defensa Pública (CEDeP);
- Membre de l'Association argentine de droit procédural;
- A dirigé les cours de formation pour futurs magistrats instructeurs organisés par la Cour suprême de Buenos Aires;
- Fonctionnaire désigné agent de liaison avec le Programme national contre l'impunité (Secrétariat à la justice et aux affaires pénitentiaires du Ministère de la justice, de la sécurité et des droits de l'homme de la Nation), Résolution suprême de la Cour de justice de la province de Buenos Aires, n° 434, 17 février 2004;
- Membre fondateur de Foro para la Justicia Democrática (FOJUDE) et de l'Asociación de Defensores por los Derechos Humanos (ADDH);
- Auteur de différentes publications dans sa spécialité et de conférences, en Argentine et à l'étranger.

Conférences données à l'étranger

- «La audiencia preliminar en el contexto de la reforma procesal penal latinoamericana», lors du Séminaire sur les droits de l'homme, la procédure pénale et la sécurité citoyenne organisé par l'Institut interaméricain des droits de l'homme, San José (Costa Rica), juin 1999;
- «El debido proceso policial y el debido proceso judicial en la protección de los derechos humanos», dans le cadre des activités de formation organisées par l'Institut interaméricain des droits de l'homme, San José (Costa Rica); Quetzaltenango (Guatemala), mai 2001;
- «Defensa Pública y Derechos Humanos: misiones y funciones», lors de la première rencontre interaméricaine des défenseurs publics, organisée par la Defensa penal pública de Chile, l'Agence allemande de coopération technique (GTZ), le Centro de

Estudios de Justicia de las Américas (CEJA) et l'Institut de Estudios Comparados en Ciencias Penales y Sociales (INECIP), Santiago (Chili), novembre 2001;

- «La Defensa Pública y la protección de los Derechos Humanos», lors du troisième Congrès national des défenseurs publics, organisé par l'Association des défenseurs publics de l'État de Rio de Janeiro et par l'Association nationale des défenseurs publics, 28-30 novembre 2001, Rio de Janeiro (Brésil);
- «Avances en la implementación de la reforma procesal penal en países de Latinoamérica», organisée par l'Agence allemande de coopération technique (GTZ), Asunción (Paraguay), novembre 2002;
- «El rol de los servicios de ayuda jurídica en la lucha contra la tortura: el ejemplo Argentino», au Centre international de criminologie comparée de l'Université de Montréal, Canada, 24 février 2003;
- «La reforma procesal penal», à la troisième Conférence régionale sur la justice et le développement, organisée par la Banque interaméricaine de développement (BID), Quito (Équateur), juillet 2003;
- «Experiencias de reformas judiciales en América Latina en los últimos años, Nuevos roles de jueces, fiscales y defensores», organisée par l'INECIP, le CEJA et le FOJUDE, Montevideo (Uruguay), septembre 2004;
- Animateur et intervenant lors de la conférence intitulée «La función de jueces y fiscales en la protección de detenidos y presuntos autores de delitos, contra actos de tortura», à l'occasion du séminaire sur la lutte contre la torture organisé par l'Institut de recherches juridiques, Ambassade britannique, Mexico, et l'Association internationale du barreau, Mexico, mars 2005;
- Interveniant lors de la conférence intitulée «Justicia penal e impunidad» à l'occasion de la rencontre intitulée «Encuentro regional sobre reforma judicial, derechos humanos y prevención de la corrupción en el MERCOSUR», Asunción (Paraguay), 23-25 juin 2005;
- Interveniant lors de la conférence intitulée «El poder judicial y la protección efectiva de los derechos humanos. Hacia una nueva etapa» à l'occasion du séminaire intitulé «Crear políticas nacionales para combatir la tortura» organisé par l'Ambassade britannique à Brasilia, le Sous-Secrétariat aux droits de l'homme de la République du Brésil, le Tribunal supérieur de justice et le Consulat britannique, Brasilia (Brésil), 1^{er} et 2 décembre 2005.
- Animateur lors du séminaire «Debido proceso, garantías judiciales y prohibición de la tortura con énfasis en los derechos de la mujer y de los niños», organisé dans les États de Zacatecas et Aguascalientes (Mexique), 6-15 février 2005;
- Interveniant lors du séminaire «La administración de justicia y las obligaciones internacionales de Colombia en relación con el debido proceso, garantías judiciales, prohibición de la tortura y de las desapariciones forzadas», tenu dans les villes de Medellín et de Bogota (Colombie), 6-15 juin 2006.

Zdeněk HÁJEK

Date et lieu de naissance: 21 juillet 1950, Havlíčkův Brod, République tchèque

Langues de travail: Tchèque, anglais, russe, notions de base d'allemand et de français

Situation/fonction actuelle

- Depuis 1974: Avocat;
- Depuis 1996: Membre (de 2001 à 2003, deuxième Vice-Président) du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT); (son troisième mandat, non renouvelable, expire en décembre 2007);
- Depuis 2000: Membre du Comité contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Conseil pour les droits de l'homme (organe consultatif auprès du Gouvernement de la République tchèque).

Principales activités professionnelles

Avocat spécialisé en droit civil, pénal et commercial.

En qualité de membre du CPT

- Participation à 25 visites dans 15 pays européens, notamment en tant que chef de la délégation du CPT lors de six visites en République tchèque, dans la Fédération de Russie, entre 2000 et 2005;
- Visites dans des lieux où peuvent être détenues des personnes privées de liberté tels que commissariats, prisons, centres de détention, hôpitaux psychiatriques, etc.; entretiens en privé avec des personnes privées de liberté dans les lieux de détention; contacts avec d'autres personnes en mesure de fournir des informations pertinentes;
- Discussions de haut niveau avec des représentants de gouvernements, réunions avec des ONG et des représentants d'autorités locales;
- Établissement de projets de rapport sur les visites et présentation de ces rapports aux réunions plénières du CPT.

Études

Faculté de droit, Université de Charles, Prague;

Docteur en droit (1973).

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- 1990-1995: Conseiller auprès du Ministre de la justice de la République tchèque;
- 1990-2005: Conseiller auprès du Directeur général du service des prisons, Ministère de la justice;
- 1990-1992: Membre de la Commission des affaires pénitentiaires, Parlement.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

- Juin 2004: «*Material conditions in European prisons from the point of view of inspection visits by the CPT*», intervention lors de la Conférence internationale intitulée «European prison systems», tenue sous les auspices du Secrétaire général du Conseil de l'Europe et du Comité pour la défense et la sécurité du Parlement de la République tchèque, à Kroměříž, République tchèque;
- Avril 2006: «*Significance of the CPT for the prevention of torture and inhuman or degrading treatment or punishment – cooperation between the CPT and State Parties*», intervention lors du séminaire sur la Convention européenne des droits de l'homme organisé en coopération avec le bureau de l'information du Conseil de l'Europe, Bratislava (Slovaquie).

Maumoon HAMEED

Date et lieu de naissance: 8 janvier 1973

Langue de travail: Anglais

Situation/fonction actuelle

Directeur général du Bureau du Procureur général, M. Maumoon Hameed dirige actuellement une équipe d'avocats interne chargée d'élaborer un projet de loi qui sera soumis au Parlement dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda pour la réforme du Président.

Principales activités professionnelles

M. Hameed a été membre du groupe restreint d'experts locaux qui ont contribué à l'élaboration des projets de loi sur le nouveau Code pénal des Maldives, les directives en matière de peines et le Code de procédure pénale. Il a également élaboré le projet de loi sur la police ainsi que le règlement de la Commission pour l'intégrité de la police. Il a en outre représenté les Maldives lors des discussions d'experts sur l'élaboration d'un protocole facultatif à la Convention régionale de l'ACACR sur la répression du terrorisme, ainsi qu'au premier colloque d'Interpol sur le bioterrorisme.

Études

M. Hameed a obtenu une licence en droit (mention) à l'Université polytechnique d'Anglia (Royaume-Uni).

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Ancien conseiller juridique auprès de la police des Maldives, M. Hameed a une expérience de la gestion comme des enquêtes. Il a été membre du Conseil d'administration de la police, dirigeant à la fois la Section des affaires juridiques et le Département d'analyse criminelle. Ayant supervisé l'établissement du Département des affaires intérieures, il a mené des enquêtes internes sur des allégations de torture lors d'enquêtes de police et d'infractions sexuelles commises par des policiers sur des détenus. Il a également été coordonnateur du Bureau central national des Maldives d'Interpol, où il s'est occupé de questions liées à la coopération internationale dans la police.

Zbigniew LASOCIK

Date et lieu de naissance: 3 avril 1957

Nationalité: Polonais

État civil: Marié

Études

- Université de Varsovie, École de droit, octobre 1977-juin 1981, maîtrise en droit;
- Université de Varsovie, Institut de la prévention du crime et de la réadaptation, février 1980-juin 1982, maîtrise en criminologie et en sociologie;
- Université de Varsovie, École de droit, doctorat en droit;
- Université de Varsovie, École de droit, 2004, postdoctorat en droit.

Expérience professionnelle

- Depuis octobre 1984: Université de Varsovie, Département de criminologie et de police criminelle, professeur assistant;
- Depuis mars 1993: Université de Varsovie, Centre pour les droits de l'homme, directeur de projet;
- Janvier 1994-décembre 1998: Varsovie/Bruxelles, Fondation européenne pour les droits de l'homme, Programme pour la démocratie Phare/Tacis, directeur/administrateur de projet;
- 1991-1992: Varsovie, Fondation d'Helsinki pour les droits de l'homme, Centre de la promotion, directeur.

Autres activités professionnelles

- Juin 1991: Institut universitaire européen, Académie de droit européen, Florence (Italie), cours sur le droit européen communautaire et les droits de l'homme;
- Juin 1992: Séminaire de Salzbourg, Salzbourg (Autriche), cours sur la gestion d'organisations non gouvernementales;
- Avril 1999: Cours sur les droits de l'homme à l'Université d'Essex, Colchester (Royaume-Uni);
- Janvier 2003: «Paths to Accessible Justice», séminaire du British Council, Hitchin (Royaume-Uni); British Institute of International and Comparative Law;

- Juillet 2006: «International Visitor Leadership Program», Département d'État des États-Unis, Washington, Houston, San Francisco, Détroit, New York.

Institutions où le candidat a effectué des travaux de recherche

- Automne 1990: Conseil national pour la prévention du crime, Suède, expert invité, recherches sur la criminalité et le système pénitentiaire local;
- Automne 1992: Centre pour l'étude des droits de l'homme, Columbia University (New York), expert invité, recherches sur l'éducation aux droits de l'homme;
- Printemps 1993: Programme pour les droits de l'homme, Harvard Law School, Cambridge, expert invité, recherches sur les droits des détenus;
- Juin 2000: Département de criminologie, London School of Economics, chercheur invité, étude sur les tueurs à gages;
- Février 2001-janvier 2002: John Jay College of Criminal Justice (New York), expert invité, recherches sur le meurtre, l'éthique de la police et les prisons;
- Avril 2002-janvier 2003: Centre pour l'étude des droits de l'homme, Columbia University (New York), expert invité, recherches sur l'éducation aux droits de l'homme et les réformes judiciaires.

Organismes professionnels dont le candidat est membre

- Section polonaise de la Commission internationale de juristes, Président;
- International Senior Lawyers' Project (New York), membre du Conseil d'administration;
- Association de droit pénal, membre du Conseil;
- Association d'aide aux détenus «Patronage»;
- Association polonaise de criminologie.

Principales qualifications

- Vaste expérience en matière d'évaluation de projets – près de 2 500 propositions dans le cadre du Programme pour la démocratie Phare/Tacis 1993-1997;
- Vaste expérience en matière de supervision de projets – responsable d'un dossier de 65 projets au titre du Programme pour la démocratie Phare/Tacis 1993-1997;

- Expérience théorique et pratique dans les domaines ci-après:
 - ONG (organisations non gouvernementales);
 - Gouvernement local;
 - Développement de la société civile;
 - Activités conjointes Pays d'Europe centrale et orientale (PECO)/États nouvellement indépendants (NEI);
- Vaste expérience en matière de recherches et études en criminologie, sociologie et sciences sociales.

Expérience dans les pays d'Europe centrale et orientale

- Cinquante-trois missions professionnelles dans les Pays d'Europe centrale et orientale, les États nouvellement indépendants et le Kosovo;
- 1994-1996: Quatre missions dans les pays baltes pour évaluer des microprojets présentés au titre du Programme pour la démocratie;
- 1996: Mission en Ukraine pour évaluer des microprojets;
- Novembre 1997-novembre 1998: Quatre missions au Bélarus en qualité d'expert de la Commission européenne pour choisir et évaluer des projets au titre du programme de développement de la société civile au Bélarus;
- Janvier 1998, Bruxelles: Évaluation des projets présentés au titre du programme de l'Union européenne pour le développement de la société civile au Bélarus;
- Décembre 1999: Mission OBWE au Kosovo pour évaluer le développement des ONG;
- 2000-2003: Évaluation des projets présentés au titre de l'Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme (UE);
- Depuis 2003: Participation à des projets internationaux pour la prévention de la torture dans les établissements fermés, Fédération internationale d'Helsinki pour les droits de l'homme;
- 2004: Mission sur l'état de droit en Géorgie, préparation et participation à une mission d'enquête, y compris visite de prisons;
- 2004: Mission internationale de surveillance des prisons en Macédoine;
- 2005: Assistance au Gouvernement tadjik en vue de l'établissement du rapport national présenté au Comité contre la torture de l'Organisation des Nations Unies.

Autres compétences

- Aptitude à enseigner;
- Rédaction de propositions;
- Gestion d'ONG;
- Connaissance de l'informatique;
- Organisateur de la série de conférences nationales sur l'homicide en Pologne, de 1999 à l'heure actuelle.

Publications

Nombreux articles et ouvrages sur le crime, les prisons, les droits de l'homme et le développement des ONG (liste complète disponible au secrétariat).

Hans Draminsky PETERSEN

Date et lieu de naissance: 23 mars 1947, Gentofte (Danemark)

Langues de travail: Danois, anglais, espagnol, (français)

Situation/fonction actuelle

De 1993 à 2000 et depuis 2002, j'ai travaillé en tant que consultant en médecine et gastro-entérologie dans trois départements d'hôpitaux danois. À ce titre, j'ai participé à la gestion et à l'administration de départements hospitaliers. Je travaille actuellement dans un hôpital provincial à Frederikssund, près de Copenhague, qui couvre une population d'environ 135 000 personnes et qui est accessible à tous les patients.

Principales activités professionnelles

- Outre mon travail à l'hôpital, je collabore avec une ONG au Honduras en tant que consultant pour le Centre international de réhabilitation et de recherche en faveur des victimes de la torture (RCT) de Copenhague. Je m'occupe principalement de systématiser l'observation et le suivi de la santé et du traitement des victimes de la torture, y compris des détenus. J'ai été en outre consultant spécial du RCT pour une étude d'évaluation de l'impact de la formation aux droits de l'homme dans les prisons en Équateur (2005) et je participe régulièrement aux dialogues de cette organisation en matière de constatations et de prévention de la torture, comme la réunion internationale sur la mise en œuvre du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants de mai 2005;
- En collaboration avec des collègues d'Espagne, j'ai publié une évaluation systématique de la qualité des documents médicaux établis par les médecins de la police. À l'heure actuelle, ce groupe de recherche est en train d'achever une étude de suivi. Il s'agit de décrire l'évolution éventuelle de la qualité des documents médicaux établis par les médecins de la police qui examinent des détenus affirmant avoir été maltraités.

Études

- Diplôme de docteur en médecine de l'Université de Copenhague, janvier 1974. Autorisation d'exercer en tant que généraliste et spécialiste en médecine et gastro-entérologie;
- J'ai publié 52 articles dans des journaux médicaux scientifiques, dont environ la moitié traitaient de la torture et des mauvais traitements.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Depuis 1979, je suis membre du groupe médical danois d'Amnesty International (AI). J'ai examiné un certain nombre de demandeurs d'asile au Danemark en vue d'évaluer des allégations de torture. En tant que consultant d'Amnesty International et de Physicians for Human Rights/Denmark et, à quelques occasions, de l'Organisation des Nations Unies et du Conseil de l'Europe, j'ai participé à des missions d'enquête et à des projets de recherche sur la torture et les mauvais traitements en Grèce, en Espagne, en Turquie, en Thaïlande, au Venezuela, en Inde et au Pakistan, au Cachemire, au Pérou, au Myanmar (via la Thaïlande) et au Zimbabwe. Pendant deux ans, j'ai été employé à plein temps au Département international du Centre international de réhabilitation et de recherche en faveur des victimes de la torture, en tant que coordonnateur pour les questions de santé et pendant cinq ans, j'ai été consultant externe pour cette organisation. À ce titre, j'ai coopéré avec un certain nombre d'ONG s'occupant de survivants de la torture dans les pays du Sud et réalisé une évaluation de la formation aux droits de l'homme du personnel pénitentiaire en Équateur.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

- Petersen et Rasmussen OV: «Medical appraisal of allegations of torture», *Forensic Science International*, 1992: 53:97-116;
- Petersen *et al.*: «Human rights violations in Burma: A follow-up examination», *Danish Medical Bulletin*, 2001; 359-63;
- Petersen HD *et al.*: «Assessment of the quality of medical documents issued in central police stations in Madrid, Spain», *Journal of Forensic Science*, 2002; 293-8;
- Eppel S et Petersen: «Rule of law, law and the health profession in Zimbabwe», *Danish Medical Bulletin*, 2002; 49:247-52.

Victor Manuel RODRIGUEZ RESCIA

Date et lieu de naissance: 14 juillet 1963, San José (Costa Rica)

Langues de travail: Espagnol, anglais

Situation/fonction actuelle

Directeur du Centre des droits de l'homme pour les Amériques, DePaul University, Chicago (États-Unis d'Amérique). Professeur en maîtrise des droits de l'homme, Université nationale, Costa Rica. Professeur Clínicas de Litigio Interamericano, DePaul University. Consultant pour l'Institut interaméricain des droits de l'homme (IIDH), Costa Rica. Président du tribunal ad hoc chargé d'évaluer les réparations dans l'affaire *Schiavini c. Argentine*.

Principales activités professionnelles

- Consultant en droits de l'homme pour l'Institut interaméricain des droits de l'homme (IIDH), Costa Rica. Consultant pour les programmes d'administration de la justice et des droits de l'homme (Administrateur de programme); Sécurité et droits de l'homme, Médiateur. A été consultant sur la torture au Mexique, au Guatemala, en Colombie, au Pérou, au Chili et en Argentine. Formateur en droits de l'homme pour les fonctionnaires judiciaires et auxiliaires de justice, l'accent étant mis sur l'accès à la justice, les garanties d'une procédure régulière et la prévention de la torture dans tous les pays d'Amérique centrale, la Colombie, l'Équateur, l'Argentine, le Mexique et le Brésil;
- Consultant pour l'Institut international des droits de l'homme, DePaul University;
- Missions de consultant en droits de l'homme pour l'Organisation internationale du Travail (OIT), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le PRODECA, la Finlande, etc.

Titres universitaires

- Université du Costa Rica, spécialiste en droit international, diplôme d'honneur;
- Oxford University et George Washington University, Programme conjoint en droit international des droits de l'homme, New College, Oxford, août 2002;
- Académie de droit international de La Haye, Programme extérieur (1995);
- Université du Costa Rica, licence en droit, 1987.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Consultant auprès de l'Institut interaméricain des droits de l'homme pour l'élaboration de méthodes, d'articles et d'ateliers sur la prévention de la torture et la protection contre la torture dans le système interaméricain, au Mexique, au Guatemala, au Pérou, au Chili, en Argentine, en Colombie, au Brésil, en Équateur et au Paraguay (2006-2007);
- Appui à la campagne pour la ratification et l'entrée en vigueur du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Institut interaméricain des droits de l'homme, 2006;
- Visites dans des centres de détention du Honduras, du Guatemala et d'El Salvador en vue de la réalisation d'une étude sur la situation des maras en Amérique centrale, Institut interaméricain des droits de l'homme, 2004.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

- «La tortura en el Sistema Interamericano de protección de derechos humanos», Institut interaméricain des droits de l'homme, www.iidh.ed.cr, 2005;
- «Lenguaje interdisciplinario psico-jurídico vinculado con el litigio de casos en el Sistema Interamericano», Institut interaméricain des droits de l'homme, www.iidh.ed.cr, 2006, Section spécialisée projet d'aide aux victimes de la torture.

Miguel SARRE IGUÍNIZ

Date et lieu de naissance: 1^{er} octobre 1951, Mexico

Langues de travail: Anglais, espagnol

Situation/fonction actuelle

Professeur-chercheur à temps complet à l'Institut technologique autonome de Mexico (ITAM).

Principales activités professionnelles

- Directeur du Centre d'études en droit public de l'ITAM;
- Expert désigné par le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à Mexico, pour l'élaboration du Diagnostic sur la situation des droits de l'homme au Mexique;
- Troisième visiteur général de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) – supervision du système pénitentiaire;
- Secrétaire technique du Conseil de la CNDH; Directeur général chargé des organismes, études et projets du Secrétariat exécutif de la CNDH;
- Procureur chargé de la protection des citoyens de l'État d'Aguascalientes (Mexique);
- Avocat plaidant en matière pénale.

Titres universitaires

- Maîtrise en droit (droits de l'homme), Université de Notre Dame, Indiana (États-Unis d'Amérique);
- Avocat, École libre de droit, ville de Mexico.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Conseils à des organismes s'occupant des droits de l'homme en vue de l'établissement de leurs rapports: a) Groupe de travail sur la détention arbitraire de l'Organisation des Nations Unies, rapport sur sa visite au Mexique (E/CN.4/2003/8/Add.3); b) Human Rights Watch, «Tortura, desapariciones y ejecuciones extrajudiciales en México», 1999; c) Amnesty International (Section du Mexique), «Tortura en México: Impunidad amparada en la ley», 2000;
- Membre actif de l'Association mexicaine pour les Nations Unies, A. C. (AMNU); Vice-Président de l'Académie mexicaine des droits de l'homme, A. C.; fondateur du Comité pour l'humanisation des pratiques en matière d'incrimination, A. C.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

- Miguel Sarre et Jan Perlin, «México», in *Criminal Procedure: «A Worldwide Study»*, North Carolina University Press (sous presse);
- Miguel Sarre et Fernando Arturo Figueroa, «*Perspectives on the Right to a Fair Trial in Mexico*», in *The Right to a Fair Trial*, David Weissbrodt et Rüdiger Wolfrum, éd. Springer, Allemagne, 1997, p. 85 à 114.

Wilder TAYLER SOUTO

Date et lieu de naissance: 10 février 1954, Montevideo (Uruguay)

Langues de travail: Espagnol et anglais. Parle le français couramment.

Situation/fonction actuelle

Directeur juridique et des politiques institutionnelles de l'organisation Human Rights Watch.

La fonction associée à ce poste est celle de principal conseiller politique et juridique de Human Rights Watch. Responsable de l'application de politiques institutionnelles en lien avec les pays avec lesquels travaille actuellement l'organisation. Sa principale responsabilité est de veiller à ce que les publications et les principales interventions publiques de l'institution soient conformes aux politiques institutionnelles et aux principes du droit international des droits de l'homme. Dirige une équipe de 12 techniciens. Membre de l'équipe supérieure de gestion de Human Rights Watch.

Principales activités professionnelles

- Outre les activités susmentionnées, supervise les fonctions de Human Rights Watch en lien avec l'élaboration de normes internationales relatives aux droits de l'homme (*Standard setting*). Pendant les 15 dernières années, a participé directement à l'élaboration, entre autres, des instruments internationaux ci-après: Déclaration des Nations Unies sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, Convention interaméricaine sur la disparition forcée des personnes, Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme, Ensemble de principes des Nations Unies pour la protection et la promotion des droits de l'homme par la lutte contre l'impunité et Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées;
- A en outre travaillé avec les équipes de recherche de Human Rights Watch à la conception et à la mise en œuvre des missions, les accompagnant fréquemment, et à des activités visant à défendre la cause de l'organisation.

Titres universitaires

Docteur en droit et sciences sociales (Uruguay).

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- En 1995 et 1996, a été directeur du programme de recherche et de campagnes d'Amnesty International pour les Amériques. De 1990 à 1995, a été Conseiller juridique d'Amnesty International pour les régions d'Amérique et d'Asie. À ce titre, a participé à une quarantaine de missions sur le terrain, dont environ la moitié comprenait la visite de prisons et l'examen de cas de torture et de disparition forcée;

- De 1983 à 1989, a été premier avocat et secrétaire exécutif de l’Institut d’études juridiques et sociales de l’Uruguay. A travaillé à la coordination de la défense de prisonniers politiques en 1983-1984 puis sur la plainte judiciaire pour violation des droits de l’homme pendant la période (présidence) de facto. A en outre représenté des auteurs de communications devant la Commission des droits de l’homme de l’Organisation des États américains et le Comité des droits de l’homme de l’Organisation des Nations Unies;
- Actuellement membre du conseil d’administration du Conseil international pour l’étude des droits de l’homme (Genève) et de l’organisation INTERIGHTS, il se spécialise dans la présentation de cas de violations des droits de l’homme devant des instances internationales.

Publications récentes

Toutes les publications de Human Rights Watch sur la torture sont révisées et éditées légalement par le candidat ou sous sa supervision directe. Ces publications, avec la liste des crédits et responsabilités pertinents, peuvent être consultées sur la page Web de Human Rights Watch.

Leopoldo TORRES BOURSAULT

Date et lieu de naissance: 12 janvier 1941, Valdeavellano de Tera (Province de Soria, Espagne)

Langues de travail: Espagnol, anglais et français

Situation/fonction actuelle

- Avocat en exercice;
- Membre de la Cour espagnole d'arbitrage du Conseil supérieur des chambres de commerce d'Espagne, des Cours d'arbitrage des chambres de commerce de Madrid et de Cantabria et du Service interconfédéral de médiation et d'arbitrage.

Principales activités professionnelles

- Juge «ad hoc» de la Cour européenne des droits de l'homme (1987-1994);
- Représentant de l'Espagne au Comité européen pour la prévention de la torture, dont il a également été Vice-Président (1988-1990 et 1992-2000);
- Procureur général et conseiller de droit du Conseil d'État;
- Député aux Cortes (1979-1999); Premier Vice-Président de la Chambre (1982-1989);
- Professeur adjoint de philosophie du droit à la faculté de droit de l'Université Complutense. Professeur de l'Institut de criminologie de Madrid et du Centre d'études judiciaires;
- Secrétaire général du Mouvement international de juristes catholiques;
- Membre de missions internationales d'observation des droits de l'homme;
- Membre du Comité fédéral du Parti socialiste (1982-1988) et Président du Parti socialiste de Castilla-La Mancha (1985-1988).

Titres universitaires

- Licence en droit comparé des Universités de Strasbourg et d'Helsinki.
